

LIMINAIRE du CT du 26 mars 2015

La section Solidaires Finances Publiques 93 tient à dénoncer dans sa liminaire d'aujourd'hui, la situation catastrophique des services à la veille de la campagne IR 2015. Dénoncer encore et toujours, comme l'an dernier et comme les années précédentes aussi, cette situation intolérable.

La suppression de poste (-33 cette année), le sous emploi chronique (-140 postes vacants), les réorganisations incessantes, le turnover, le management pathogène rendent le quotidien très difficile pour les agents qui, je vous le rappelle, ont leur traitement gelé depuis déjà 4 ans.

Face à cette dégradation dans l'exercice de nos missions, l'administration pense avoir trouvé la solution dans une dématérialisation irréfléchie, véritable fuite en avant dont le seul but est de pallier la baisse constante des budgets, produit d'une politique d'austérité aussi inavouée que mortifère. Ce que vous appelez technocratiquement « *la valorisation des services en ligne* » contribue à éloigner l'usager du Service Public. Dans la même logique, le centre de contact que vous vous échinez à imposer envers et contre tous malgré les risques que nous avons dénoncés ; centre de contact qui suscite le rejet des agents comme de la totalité des Os aussi bien au niveau local qu'au niveau national sans que vous ne bougiez aucunement sur votre position. Nous dénonçons cette manière de dialogue professionnel et nous réitérons notre revendication de retrait de cette véritable liquidation de missions.

De plus c'est au moment où l'administration cherche à imposer la généralisation d'internet que la DG supprime l'assistance technique téléphonique proposée aux contribuables ; Nous ne pleurerons pas le non renouvellement de cette privatisation de missions. Mais nous dénonçons le fait que les contribuables qui choisissent la télédéclaration, vont devoir se reporter sur les services du réseau pour leurs problèmes informatiques, ce qui va contribuer à augmenter les charges des services. Au lieu d'attaquer le statut des informaticiens, 1ere étape au démantèlement des statuts particulier des finances publiques, la centrale n'aurait-elle pas pu réintégrer cette mission au sein de la DGFIP avec des personnels sous statut ?

Le 2e point à l'Ordre du jour traite de la formation professionnelle, nous reviendrons sur ce point lors de débat du CT. Mais nous voulons dès maintenant réitérer notre ferme opposition à l'formation qui en aucun cas ne peut remplacer la dynamique d'un stage réel et les échanges avec des formateurs. Dans des services submergés par l'augmentation des charges, ce dispositif est complètement inadapté, sa montée en puissance montre pour le moins une méconnaissance de la part de la direction, de la réalité des conditions de vie dans les services.

Face à ce démantèlement de notre administration à laquelle les agents et leur organisations syndicales cherchent à s'opposer, nous appelons tous les agents à se mettre en grève le 09/04 pour revendiquer avec leurs organisations nationales Solidaires, Cgt et Fo :

- Arrêt des suppressions d'emplois
- l'abandon de la démarche stratégique

- L'arrêt des réorganisations et restructurations incessantes
- Le maintien du maillage territorial du réseau de proximité
- Le maintien de toutes les missions de la dgfip
- L'augmentation générale des salaires et des pensions

Nous demandons en conclusion, le report du galop d'essai de la préparation du concours d'inspecteur prévu le jour de la grève pour permettre à chaque agents le désirant de pouvoir se rendre à la manifestation